

INFORMER. COMPRENDRE. ANALYSER. EDUQUER.

DISPARITIONS

L'ICAED rend hommage aux *Desaparecidos* du monde entier



La réalisation d'un rêve. Les familles et proches des *desaparecidos* du Guatemala et du monde gardent l'espoir de voir la Convention un jour ratifiée. Une étape nécessaire pour mettre fin au cauchemar.

30 Août 2012 - En cette Journée Internationale des personnes disparues, la communauté internationale a rendu hommage aux disparus du monde entier. Les membres de la *Coalition Internationale contre les disparitions forcées* ont, quant à eux, choisi de commémorer ce jour spécial

par plusieurs actions.

Dans le cadre de la commémoration, la Coalition a diffusé une déclaration en trois langues (anglais, espagnol et français).

Amnesty International (AI) a publié un communiqué de presse mondial en anglais, en

français et en espagnol à propos de la situation en Syrie et des cas de disparitions forcées que l'organisation traite tout autour du globe. AI a également proposé une action en ligne aux militants en rapport avec la Syrie (consultable à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org>). L'organisation a mis en ligne sur son site un diaporama photo présentant le problème des disparitions forcées autour du monde (entre autres au Mali, en Mauritanie, au Mexique, au Guatemala, au Kosovo, au Ingouchie, au Pakistan, au Sri Lanka et en Indonésie). Tous ces efforts ont été relayés sur le site internet de l'organisation. Ce jour-là, AI a également publié un rapport sur les personnes disparues dans les Balkans, ainsi qu'un certain nombre de lettres ouvertes et de déclarations (entre autres du Pakistan, de



"Where are you ?" Comme point central de sa campagne médiatique sur les réseaux sociaux, l'ICAED a créé un poster qui a pu être partagé en ligne.

l'Indonésie et des Balkans), ainsi que des vidéos témoignages (de la Mauritanie, du Sri Lanka et de la Syrie). L'organisation a par ailleurs lancé une campagne sur la toile en présentant son nouveau site Internet consacré exclusivement à la problématique des disparitions forcées : <http://www.demandejusticenow.org>, le débat ayant été étendue à Twitter (#demandjustice) et aux autres réseaux sociaux.

La *Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées* (FEMED) et le *Collectif des familles de disparus en Algérie* (CFDA) ont commémoré ce jour en organisant une exposition photo et

en projetant un film.

L'*Associacion per a la Recuperacio de la Memoria Historica de Catalunya* (ARMHC) a envoyé une lettre

au Président Mariano Rajoy Brey concernant la Journée internationale des personnes disparues en rappelant la situation en Espagne.

La *Liga Guatemalteca de Higiene Mental* a participé à la campagne médiatique sur les réseaux sociaux par la diffusion du poster produit par l'ICAED.

Le 29 août, *Civil Initiative We Remember - Belarus*, en coopération avec la *Fondation Kostushko*, a appelé à se souvenir des disparus Yury Zakharenko, Viktor Gonchar, Anatoly Kravosky et Dmitry Zavadsky devant l'ambassade de la Biélorussie à La Haye, aux Pays-Bas. Les participants ont brandit une



Pro-Busqueda's en quête de justice. Des proches de victimes disparues pendant le conflit armé au Salvador se sont réunies pour revendiquer le droit de chacun de ne pas être victime de disparition forcée.

Nous vous remercions gracieusement d'envoyer vos articles pour publication au Focal Point

c/o AFAD Office, Rooms 310-311 Philippine Social Science Center Commonwealth Avenue, Diliman, Quezon City, Philippines
[Tel: +6324907862] [Fax: +6324546759] [E-mail: fpicaed@gmail.com] [Web: <http://www.icaed.org>] [Facebook: ICAED Int'l]

banderole avec les photos des disparus.

La *Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture* (FIACAT), membre du Comité de pilotage de l'ICEAD, a diffusé une déclaration solidaire de la communauté internationale.

L'organisation *Qatary Panituri* au Pérou, en coopération avec la section péruvienne de l'ICEAD, a installé un stand au cœur de Lima, sur la très fréquentée *Plaza de Armas*. Des responsables locaux de regroupements de familles de disparus, des journalistes et des étudiants sont venus animer le stand. Ils ont abordé les passants, les informant sur les recommandations faites par la Commission vérité et réconciliation du Pérou et la situation générale de leur pays. On pouvait également trouver sur ce stand une présentation du travail de l'ICAED, ainsi que la promotion de la ratification de la Convention par le Salvador dans le cadre du *programme Pays du mois*. Par ailleurs, une lettre sera déposée à l'ambassade du Salvador la semaine prochaine.

Au Salvador, Ester Alvaranga de l'*Asociación Pro-Búsqueda de Niños y Niñas Desaparecidos* a donné une interview à l'émission radio *Hagamos Radio Por La Tarde*. Son association a publié une déclaration

+ Rosendo Justicia

A 38 años de tu detención desaparición

Dr. Adrian Ramirez Lopez, Presidente de la LIMEDDH

*Donde estás sigues luchando
Proteges al pueblo
Le sigues cantando coplas
Corridos de la lucha
Y tu voz y tu música
Se convierte en nuevas leyes
Las que tendremos que defender*

*Tal vez, tú no conoces a Felipe Calderón
O a Blake Mora o a Federico Gómez Mont
Ni mucho menos a Maricela Morales.
Pero ellos representan a las instituciones responsables.
Tampoco al Secretario de la Defensa o al director del CISEN actual,
A los asesores norteamericanos de la CIA La DEA,
Todos ellos responsables actuales de que no podamos encontrarte.*

*Tu desaparición ha hecho que aparezcan nuevas leyes,
Leyes de esperanza, borradas por una realidad.
Tampoco conoces a los más de 10 mil desaparecidos de este sexenio luctuoso
Ni tampoco conoces a los más de 50 mil ejecutados en el sexenio luctuoso
Pero la responsabilidad de luchar por ellos, nos toca a nosotros*

Con tu ejemplo, nuestra lucha.

*Escribe, coplas, nuevas corridos de todos los desaparecidos,
De los ejecutados en esta guerra absurda, de los daños colaterales,
Rosendo, gracias por tu familia que lucha y lucha
Que sigue caminando contigo
Y que con modestia, han contribuido
A que el Gobierno de México se sentara en el banquillo de los acusados
Y ha sido condenado internacionalmente
Los gobernantes y autoridades de ayer son culpables
Los de hoy son culpables y su complicidad
es la continuidad de la historia entre la guerra sucia
y la impunidad del presente.*

*Tampoco conoces a los poetas y los familiares de las víctimas
Las que caminan y marchan como ríos humanos de lágrimas y dolor
De esperanza y coraje que caminan por la paz con justicia y dignidad,
Pero ellos son parte vida de tu vida y de lucha, de tu canto y palabra
Son palabra que se honra en la acción.*

soulignant l'importance de l'adhésion à la Convention pour faire la lumière sur les cas de disparitions forcées et rendre justice aux victimes.

En août, le Salvador est le *Pays du mois* au sein de l'ICAED. Les organisations membres de la Coalition ont été encouragées à envoyer des lettres au gouvernement salvadorien exigeant la ratification de la Convention et la reconnaissance des com-

pétences du Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées.



STOP! Cette photo a circulé sur Internet à travers différents médias sociaux.

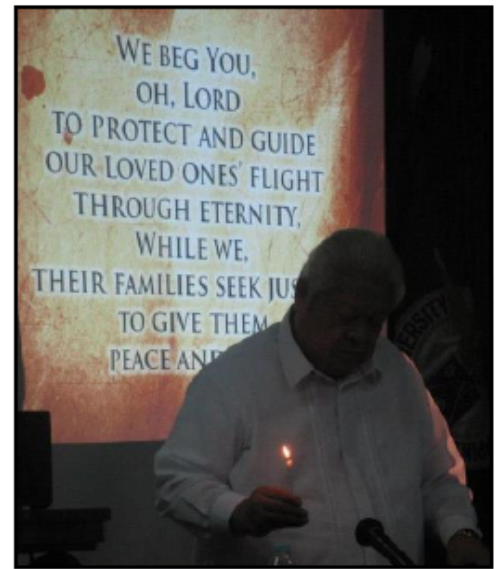
L'AFAD rejoint le mouvement de commémoration de la communauté internationale

La *Fédération asiatique contre les disparitions involontaires (AFAD)*, les *Familles des disparus involontaires (FINDO)* ainsi que l'*Institut des droits de l'homme du Centre juridique de l'Université des Philippines* ont organisé un forum de discussion intitulé "Renforcer la protection juridique autour des disparitions forcées". Le Professeur Ricardo Sunga III a amené le public à débattre autour d'un article : "Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées: perspectives et défis". Des représentants de l'Etat ont été invités comme intervenants, parmi eux: le Brig. Gén. Domingo

Tutaan du *Bureau des droits de l'Homme au sein des forces armées philippines (AFPHRAO)*, Me. Byron Bocar de la *Commission pour les droits de l'Homme (CHR)* et l'initiateur du projet de loi "anti-disparitions", Edcel C. Langman. Le Professeur Raul Pangalangan de l'*University of the Philippines College of Law* était aussi présent. La soeur du premier disparu philippin recensé, le Prof. Charlie des Rosario, Mme Tess del Rosario, a raconté son expérience personnelle de la disparition de son frère. La journaliste Nora Gamolo a également pris la parole pour partager son expérience et celle de ses collègues dans la lutte pour les droits de l'homme.

Les organisations-membres de l'AFAD ont chacune organisé d'autres activités.

La délégation de l'AFAD au Népal a mis en place plusieurs actions dans la période du



Bougie de l'espoir. La prière écrite de Mme. Cécilia Lagman, mère de la coprésidente Nilda Sevilla et de l'avocat philippin disparu Me. Hermon Lagman, a apporté une touche d'espoir aux participants du forum. Mme. Lagman est décédée récemment, à l'âge de 92 ans.

28 au 30 août. Une série d'entrevues à la radio ont été effectuées et une vidéo a été diffusée sur le web décrivant l'horreur des disparitions forcées au Népal. Un forum de discussion pour les familles de victimes a été organisé. Le débat central a porté sur les suites politiques de l'Ordonnance de fusion de la Commission de vérité et réconciliation et de la Commission pour les disparitions forcées, approuvée récemment par le gouvernement. En effet, cette Ordonnance cautionne l'impunité en offrant l'amnistie aux auteurs des crimes et laissant aux victimes le goût amer d'une réconciliation forcée.

Conflict Victims Society for Justice (CVSJ), *Advocacy Forum (AF)* et d'autres organisations des droits de l'Homme ont organisé des rassemblements dans la capitale et dans plusieurs régions du pays. Une conférence sur les



En solidarité. L'équipe de FIND et de l'AFAD, épuisée mais content du succès de son forum auquel ont assisté une centaine de participants du monde académique, de la diplomatie, du gouvernement et de la société civile.



Fils pour la justice. L'association HAK du Timor-Leste a publié une déclaration le 8 septembre 2012 pour commémorer la Journée Internationale des personnes disparues et l'anniversaire du massacre de 1983 dans le district de Viqueque.

disparitions forcées organisée par le CICR et une activité de la Commission nationale des droits de l'Homme ont également été organisées autour de cette Ordonnance du gouvernement, largement dénoncée par la société civile.

Les défenseurs des droits de l'Homme de l'organisation *Odhikar* ont organisé un rassemblement afin de remettre par le biais des *Députés* des 10 districts de Bangladesh un mémorandum demandant la ratification de la Convention au Premier Ministre. Sur le même sujet, une réunion a été convoquée les 15 et 16 septembre 2012, avec la participation de Mr. Rainer Huhle, membre du Comité des Nations unies sur les disparitions forcées (CED).

IKOHI Indonesia a créé spécialement pour l'occasion un site Internet <http://www.14tahunhilanf.com/> pour diffuser sa pétition en ligne de

mandant au gouvernement de mettre en oeuvre la recommandation du *Indonesian House of Representatives* (DPR) qui traite des cas de disparitions d'activistes pro démocratie entre 1997 et 1998. *KontraS* a publié des documents, vidéos et informations sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter (*#14ahunhilang*). Faisant preuve de créativité, les militants ont projeté des ombres

représentants les disparus sur le Palais présidentiel, accompagnées d'un message demandant que la lumière soit faite sur le sort des disparus. Un forum de discussion a eu lieu plus tard dans les locaux de l'organisation.

Le 29 août, l'organisation *HAK*, en coopération avec le *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) a rassemblé plus de 200 familles de victimes dans



Manifestation pour la justice et la paix. Les familles des disparus marchent en direction du temple bouddhiste pour rendre hommage à leurs proches disparus et protester contre les disparitions forcées.

le district de Bobonaro, dans le Timor Leste. Elle a également diffusé une déclaration commune avec *Justice Network in Timor* (ANTI). Le point central de cette collaboration a été le débat public dans l'après-midi du 30 août.

Au Sri Lanka, *Families of the Disappeared* (FOD), le *Committee to Investigate Disappearances* (CID), *Association of War Affected Women* (AWAW) et *Home for the Human Rights* (HHR) ont unis leurs forces pour commémorer cette journée particulière. Une marche pacifique vers un temple bouddhiste a eu lieu en mémoire des victimes de la guerre Tamil à Vavniya (dans le nord du pays). Elle a été suivie d'une manifestation devant une station de bus, et d'un rassemblement au UC Hall, présidé par le Rev. F. Jeyabalan Croose

et le Rev. moine bouddhiste Baddewala Diyasena. Des militants du sud du Sri Lanka étaient également présents. Les appels à la vérité, la justice, l'accès à l'information et la traduction des auteurs en justice ont été lancés. Les revendications ont porté sur la création d'une Commission d'enquête en charge des cas des personnes disparues, la publication immédiate de la liste de tous les prisonniers, la visite du groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées et involontaires, l'indemnisation de toutes les familles de disparus, la ratification de la Convention contre les disparitions forcées, la criminalisation de l'acte d'enlèvement, et, avant tout, la cessation des disparitions.



Une convention contre la violence. APDP renforce sa campagne pour la ratification de la Convention contre les disparitions forcées en expliquant aux participants son importance dans le processus de paix.

Justice for Peace Foundation of Thailand et l'AFAD ont diffusé un communiqué de presse commun à l'intention du gouvernement thaïlandais demandant l'accélération du processus de ratification de la Convention contre les disparitions forcées, la reconnaissance du Comité des Nations unies sur les disparitions forcées, et l'entrée en vigueur d'une loi qui pénaliserait les disparitions forcées.

L'ensemble de ces actions a créé un élan favorable aux campagnes pour la ratification de la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ayant lieu partout en Asie. L'Asie reste pourtant, selon le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires, la région du monde présentant le plus haut taux de disparitions forcées alors que très peu d'Etats de cette région ont signé ou ratifié la Convention.



Le recueillement autour des disparus. L'ICAED et les organisations membres de l'AFAD, dont *Families of Disappeared* (FOD), ont réunis les familles des victimes lors d'un grand rassemblement public où se sont succédés les chants de l'artiste Jayathilaka Bandara, les discours enflammés des membres des organisations de la société civile et le témoignage de deux mères du nord et du sud du Sri Lanka.